

## **VD\_GERICHTE ZA19.039585 vom 12. Mai 2020**

VD Tribunal cantonal, 2020-05-12, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_ZA19.039585](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZA19.039585)

FR: VD\_GERICHTE ZA19.039585 du 12 mai 2020

IT: VD\_GERICHTE ZA19.039585 del 12 maggio 2020

### **Erwägungen**

#### **E. 4**

juillet 2018 de la G. \_\_\_\_\_). Elle a d'ailleurs repris son travail en septembre 2018. On ne peut donc retenir qu'elle était constamment et de manière significative entravée dans sa vie quotidienne en raison de ses

- 21 - douleurs. Enfin, l'incapacité totale de travail de l'assurée a certes duré de nombreux mois, et elle a repris son activité professionnelle avec certains aménagements. Toutefois, même dans le cas où ce critère devait être considéré comme rempli, il ne revêt pas une intensité si particulière qu'il justifierait, à lui seul, d'admettre un lien de causalité adéquate entre l'accident et les troubles encore présents. En définitive, on ne saurait considérer que l'accident du 29 septembre 2017 est la cause adéquate des troubles dont se prévaut l'intéressée après le 28 mars 2019. Dès lors, la décision attaquée, mettant fin au versement des prestations à cette date faute de causalité entre l'accident et les troubles présentés dès le 29 mars 2019, ne prête pas flanc à la critique.

#### **E. 7**

Il n'y a pas lieu de compléter l'instruction comme le requiert la recourante par la mise en œuvre d'une expertise. En effet, de telles mesures d'instruction ne modifieraient pas, selon toute vraisemblance, l'appréciation qui précède (appréciation anticipée des preuves ; cf. ATF 134 I 140 consid. 5.3 ; 131 I 153 ; TF 9C\_303/2015 du 11 décembre 2015 consid. 3.2).

#### **E. 8**

a) En conclusion, le recours, mal fondé, doit être rejeté et la décision sur opposition attaquée confirmée. b) Il n'y a pas lieu de percevoir de frais judiciaires, la procédure étant gratuite (art. 61 let. a LPGA), ni d'allouer de dépens, dès lors que la recourante n'obtient pas gain de cause (art. 61 let. g LPGA).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.